JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES, CIRCULAIRES ET DECISIONS

PARAISSANT LE 10 ET LE 25 DE CHAQUE MOIS A CONAKRY

ABONNEMENTS

	1 an		6 mois	
1 - Guinée	25.000 FG	15.000 FG		
2 - Par Avion				
Afrique	50.000 FG	30.000 FG		
Autres Pays	70.000 FG	40.000 FG		

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'Abonnements et Annonces doivent être adressées
au SECRETAIRE GENERAL DU GOUVERNEMENT
B.P. 263 - Conakry
(avec la mention Journal Officiel)

Les Annonces devront parvenir au plus tard le 1 et le 15 de chaque mois.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance
à l'ordre du Secrétariat Général du Gouvernement par :

- Virement bancaire au compte N° 32-30-98/J.O. de la BCRG
- ou par chèque certifié.

PRIX DU NUMERO

Prix du Numéro	1.000 FG
Prix du Numéro Double	2.000 FG

PRIX DES ANNONCES ET AVIS

La ligne	3.000 FG
----------	----------

Chaque annonce répétée : moitié prix.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES, CIRCULAIRES
ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Secrétariat Général du Gouvernement

ORDONNANCES

- 21 Octo. Ordonnance n° 071/PRG/SGG/87 portant modification des articles 5 et 14 de l'ordonnance n° 104/PRG/86 du 28 mai relative au statut des Organismes Non Gouvernementales (O.N.G.) national et étrangères, en République de Guinée. 186
- 21 Octo. Ordonnance n° 072/PRG/SGG/87 (sans titre). 186
- 21 Octo. Ordonnance n° 075/PRG/SGG/87 (sans titre). 186

DECRETS

- 20 Octo. Décret n° 161/PRG/SGG/87 (sans titre). 186
- 21 Octo. Décret n° 162/PRG/SGG/87 (sans titre). 186
- 21 Octo. Décret n° 163/PRG/SGG/87 portant ouverture de points de vente de médicaments par les préparateurs en pharmacie. 187
- 21 Octo. Décret n° 164/PRG/SGG/87 portant annulation d'autorisation d'occuper un terrain à usage de bureaux et de logement. 187
- 21 Octo. Décret n° 165/PRG/SGG/87 (sans titre). 187
- 21 Octo. Décret n° 166/PRG/SGG/87 (sans titre). 188
- 21 Octo. Décret n° 167/PRG/SGG/87 (sans titre). 188
- 21 Octo. Décret n° 168/PRG/SGG/87 (sans titre). 188
- 21 Octo. Décret n° 169/PRG/SGG/87 (sans titre). 188
- 21 Octo. Décret n° 170/PRG/SGG/87 (sans titre). 189
- 21 Octo. Décret n° 171/PRG/SGG/87 (sans titre). 189
- 21 Octo. Décret n° 172/PRG/SGG/87 (sans titre). 189
- 21 Octo. Décret n° 173/PRG/SGG/87 portant sur les clauses standardisées en matière de commerce international. 189
- 21 Octo. Décret n° 174/PRG/SGG/87 (sans titre). 191
- 21 Octo. Décret n° 175/PRG/SGG/87 (sans titre). 191
- 21 Octo. Décret n° 176/PRG/SGG/87 (sans titre). 191
- 21 Octo. Décret n° 177/PRG/SGG/87 portant autorisation aux aéronefs de l'union Guinéenne des Transports à battre pavillon guinéen. 191

ARRETES

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

- 1er Octo. Arrêté n° 7992/MEF/CAB/87 portant affectation de fonctionnaire. 192

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'URBANISME

- 31 Octo. Arrêté n° 9043/MEF/CAB/87 portant agrément commercial. 192

MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

- 16 Octo. Arrêté n° 8599/SGG/CAB/87 portant agrément au code des investissements. 192

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
SECRETARIAT
GENERAL DU GOUVERNEMENT

ORDONNANCES

Ordonnance n° 071/PRG/SGG/87 du 21 octobre 1987 portant modification des articles 5 et 14 de l'ordonnance n° 104/PRG/86 du 28 Mai 1986 relative au statut des Organisations Non Gouvernementales (O.N.G.), nationales et étrangères, en République de Guinée.

Le Président de la République,

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
- Vu la proclamation de la deuxième République ;
- Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant les lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;
- Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du cabinet du Président de la République ;
- Vu l'ordonnance n° 072/PRG/86 du 7 mars 1986 ;

- Vu l'ordonnance n° 104/PRG/86 du 28 mai 1986 portant modification de l'ordonnance n° 072/PRG/86 relative au statut des Organisations Non Gouvernementales (O.N.G.) nationales et étrangères en République de Guinée ;
- Vu le décret n° 022/PRG/86 du 17 avril 1986 fixant les attributions et l'organisation du Secrétariat d'Etat à la décentralisation ;

Ordonne :

Article 1 : Les articles 5 et 14 de l'ordonnance n° 104/PRG/86 du 28 mai 1986 relative au statut des Organisations Non Gouvernementales (O.N.G.) nationales et étrangères établies en République de Guinée sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 5 : (nouveau) : Pour être constituée, au terme de la présente ordonnance, une O.N.G. guinéenne doit réunir au moins sept membres jouissant de tous leurs droits.

Elle en fait la déclaration par le dépôt de ses statuts au Secrétariat d'Etat à la décentralisation.

L'O.N.G. étrangère, pour exercer en Guinée ses activités, doit signer une convention d'établissement avec le gouvernement guinéen représenté par le Secrétariat d'Etat à la décentralisation.

Elle jouit des prérogatives reconnues aux O.N.G. nationales et est soumise aux lois et règlements les régissant ainsi qu'aux dispositions de la convention d'établissement. L'O.N.G. étrangère a la faculté de s'associer, de s'affilier, de collaborer avec les O.N.G. guinéennes et de se faire représenter par elles.

Article 14 : (nouveau) : Le Secrétaire d'Etat à la décentralisation est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République."

Conakry, le 21 Octobre 1987
Général Lansana CONTE

Ordonnance n° 072/PRG/SGG/87 du 21 octobre 1987 (sans titre).

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
- Vu la proclamation de la deuxième République ;
- Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant les lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;
- Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du cabinet du Président de la République ;

Ordonne :

Article 1 : Est ratifié et promulgué l'Accord de prêt signé le 8 juillet 1987 à ABUJA (République Fédérale du Nigeria) entre le gouvernement de la République de Guinée et de Fonds de la CEDEAO pour le financement des coûts en devises de la réhabilitation des stations de télécommunications de Wonkifong et du Mont Kakoulima.

Article 2 : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 octobre 1987
Général Lansana CONTE.

Ordonnance n° 075/PRG/SGG/87 du 21 octobre 1987 (sans titre).

Le Président de la République ;

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
- Vu la proclamation de la deuxième République ;
- Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant les lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;
- Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du cabinet du Président de la République ;
- Vu le protocole relatif à la création d'une Organisation Ouest Africaine de la Santé, signé le 9 juillet 1987 à ABUJA (République Fédérale du NIGERIA) ;

Ordonne :

Article 1 : Est ratifié et promulgué le Protocole relatif à la création d'une Organisation Ouest Africaine de la Santé, signé le 9 juillet 1987 à ABUJA (République Fédérale du NIGERIA) à l'issue de la 10ème session de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernements des Etats membres de la C.E.D.E.A.O.

Article 2 : La présente Ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 octobre 1987
Général Lansana CONTE.

DECRETS

Décret n° 161/PRG/SGG/87 du 20 octobre 1987 (sans titre).

Le Président de la République,

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
- Vu la proclamation de la 2è République ;
- Vu l'ordonnance n° 22/PRG du 23 janvier 1986 portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et de contrôle des services publics ;
- Vu le décret n° 59/PRG/SGG/86 portant attributions et organisation du Ministère de l'économie et des finances;

Décree :

Article 1 : Monsieur El Hadj CAMARA, inspecteur du trésor principal, est nommé Directeur général du trésor et de la dette publique, en remplacement de Monsieur Famodou MAGASSOUBA, appelé à d'autres fonctions.

Article 2 : Le présent décret, qui prend effet pour compter de la date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 20 octobre 1987
Général Lansana CONTE

Décret n° 162/PRG/SGG/87 du 21 octobre 1987 (sans titre).

Le Président de la République,

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
- Vu la proclamation de la 2è République ;
- Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;
- Vu l'ordonnance n° 268/PRG/85 du 13 novembre 1985 portant création de la Commission Nationale des Bourses ;

Décree :

Article 1 : Une bourse d'études supérieures en REPUBLIQUE SOCIALISTE DE TCHECOSLOVAQUIE est accordée à Monsieur MOHAMED BABA KOUROUMA dans la spécialité électronique, au titre de l'année universitaire 1987/1988.

Article 2 : Les frais d'études, d'entretien et de transport (aller-retour) et les accessoires sont supportés par l'intéressé.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 octobre 1987
Général Lansana CONTE.

Décret n° 163/PRG/SGG/87 du 21 octobre 1987 portant ouverture de points de vente de médicaments par les préparateurs en pharmacie.

Le Président de la République,

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
 - Vu la proclamation de la deuxième République ;
 - Vu la déclaration de politique générale du C.M.R.N. en date du 22 décembre 1985 ;
 - Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985, portant nomination des membres du gouvernement de la République de Guinée ;
 - Vu l'ordonnance n° 195/PRG/84 du 18 septembre 1984 ;
- Entendu le Conseil du gouvernement en sa session ordinaire du 23 juin 1987 ;

Décète :

Article 1er : L'ouverture de points de vente de médicaments est autorisée sur l'étendue du territoire national dans les sous-préfectures et districts qui ne disposent pas d'officine privée mais qui sont dotés de centres de santé gérés par un médecin ou un aide de santé.

On entend par points de vente de médicaments, tout établissement affecté à la vente de produits pharmaceutiques autorisés par la réglementation.

Article 2 : Nul ne peut prétendre à l'ouverture d'un point de vente de médicaments s'il n'est titulaire d'un Diplôme d'Etat de préparateur en pharmacie ou d'un diplôme étranger reconnu équivalent par les autorités guinéennes compétentes.

Article 3 : L'ouverture d'un point de vente de médicaments est subordonnée à l'autorisation préalable du Ministre de la santé et des affaires sociales, sous couvert du Directeur préfectoral de la santé.

Article 4 : Le dossier de demande d'ouverture d'un point de vente de médicaments doit comporter les pièces suivantes :

1. une demande manuscrite adressée par voie hiérarchique au Ministre de la santé et des affaires sociales ;
2. une copie du Diplôme d'Etat de préparateur en pharmacie ou d'un diplôme reconnu équivalent ;
3. un curriculum vitae certifié conforme ;
4. un extrait de l'acte de naissance ;
5. une copie de la carte d'identité nationale ;
6. un certificat de résidence ;
7. un extrait du casier judiciaire datant de moins de 3 mois ;
8. l'attestation du pharmacien privé consentant à approvisionner le point de vente de médicaments ;
10. 4 photos d'identité et 4 enveloppes timbrées.

Article 5 : Un arrêté du Ministre de la santé et des affaires sociales établira la liste des médicaments autorisés dans les points de ventes. Il est interdit aux gérants des points de vente de médicaments d'exécuter toute préparation magistrale médicale et généralement de se livrer à tout acte pharmaceutique tel que préparation, division ou conditionnement de médicaments.

La vente d'alcool est et demeure rigoureusement interdite.

Article 6 : Les médicaments mis en vente dans les points de vente doivent présenter toutes les garanties d'hygiène et de bonne conservation, et être délivrés dans leur emballage d'origine non ouvert.

Article 7 : L'approvisionnement du point de vente de médicaments est assuré par une pharmacie préfectorale privée.

Article 8 : La marge commerciale du gérant de point de vente de médicaments représente les 3/4 de la marge concédée au pharmacien diplômé, celui-ci recevant le 1/4 de la marge bénéficiaire.

Les prix de vente dans les points de vente de médicaments sont les mêmes que les prix de vente au public dans les officines privées.

Une étiquette indiquant les prix de vente devra être collée sur l'emballage extérieur des médicaments.

Article 9 : Le point de vente de médicaments est sous le contrôle technique du Directeur préfectoral de la santé et du pharmacien privé de la Préfecture désigné par le Ministre de la santé et des affaires sociales.

Article 10 : En cas d'ouverture d'une pharmacie dans une localité à la faveur du développement démographique et social, le point de vente de la localité sera fermé et déplacé à la périphérie.

Un délai de 3 mois, partant du jour de l'ouverture de la pharmacie, sera accordé au gérant pour la liquidation de ses stocks.

Article 11 : Il sera procédé, aussi souvent que possible et au moins une fois l'an, à l'inspection inopinée des points de vente de médicaments. L'inspecteur des pharmacies est habilité à constater les infractions à la législation.

Toute infraction aux présentes dispositions pourra entraîner la fermeture provisoire ou définitive du point de vente de médicaments.

Article 12 : Le nombre et la répartition des points de vente de médicaments sont fixés par arrêté du Ministre de la santé et des affaires sociales.

Article 13 : Sont abrogées les dispositions antérieures contraires du titre II de l'ordonnance n° 195/PRG/84 du 18 septembre 1984.

Article 14 : Le Ministre de la santé et des affaires sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 octobre 1987
Général Lansana CONTE

Décret n° 164/PRG/SGG/87 du 21 octobre 1987 portant annulation d'autorisation d'occuper un terrain à usage de bureaux et de logement.

Le Président de la République,

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
 - Vu la proclamation de la 2ème République ;
 - Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;
 - Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;
 - Vu le décret n° 023/PRG/87 en date du 12 février 1987 portant fixation des redevances domaniales en République de Guinée ;
 - Vu la réglementation domaniale en vigueur en République de Guinée ;
 - Vu les pièces du dossier de l'intéressé ;
- sur proposition du Ministre de l'équipement et de l'urbanisme

Décète :

Article 1er : Est et demeure rapporté le décret n° 049/PRG/82 en date du 21 juin 1982 accordant à l'Ambassade du Royaume de l'Arabie Séoudite en Guinée, l'autorisation d'occuper le terrain du domaine public maritime, sis au Quartier Mayoré, Conakry III, d'une superficie de 5.600 mètres carrés.

Article 2 : Le terrain fait retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 octobre 1987
Général Lansana CONTE

Décret n° 165/PRG/SGG/87 du 21 octobre 1987 (sans titre).

Le Président de la République,

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
- Vu la proclamation de la 2ème République ;
- Vu l'ordonnance N° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;
- Vu l'ordonnance N° 268/PRG/85 du 13 novembre 1985 portant création de la Commission Nationale des Bourses ;

Décète :

Article 1 : Une bourse d'études moyennes au ROYAUME DU MAROC est accordée à Monsieur FADOUME KOUROUMA, dans la spécialité architecture, au titre de l'année universitaire 1987/1988.

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement marocain, tandis que ceux du transport (aller-retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 octobre 1987
Général Lansana CONTE

Titre : Décret n° 166/PRG/SGG/87 du 21 octobre 1987 (sans titre).

Le Président de la République,

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
Vu la proclamation de la 2ème République ;
Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;
Vu l'ordonnance n° 268/PRG/85 du 13 novembre 1985 portant création de la Commission Nationale des Bourses ;

Décrète :

Article 1 : Une bourse d'études supérieures en REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE est accordée aux étudiants dont les noms suivent, dans les spécialités ci-après, au titre de l'année universitaire 1987/1988 :

- 1 - Mamadou BAH, médecine
- 2 - Ousmane YATTARA, pharmacie
- 3 - Mohamed Seydou CAMARA, électronique
- 4 - Mountaga BANGOURA, informatique
- 5 - Oumar Chérif HAIDARA, sciences islamiques.

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement algérien, tandis que ceux du transport (aller-retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 octobre 1987
Général Lansana CONTE

Titre : Décret n° 167/PRG/SGG/87 du 21 octobre 1987 (sans titre).

Le Président de la République,

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
Vu la proclamation de la 2ème République ;
Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;
Vu l'ordonnance n° 268/PRG/85 du 13 novembre 1985 portant création de la Commission Nationale des Bourses ;

Décrète :

Article 1er : Une bourse d'études post-universitaires est accordée aux messieurs dont les noms suivent, dans les établissements suivants au SENEGAL et au GHANA, au titre de l'année universitaire 1987/1988 :

A/ - ECOLE NATIONALE DES CADRES DE BAMBAY (SENEGAL)

- 1 - Samuel James Arthur CAMARA
- 2 - JEAN Jacques MADDY.

B/ - INSTITUT DES LANGUES D'ACCRA :

- 3 - Madeleine SOUMAH.

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du CONSEIL MONDIAL DES EGLISES, tandis que ceux du transport (aller) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 octobre 1987
Général Lansana CONTE

Titre : Décret n° 168/PRG/SGG/87 du 21 octobre 1987 (sans titre).

Le Président de la République,

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
Vu la proclamation de la 2ème République ;
Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;
Vu l'ordonnance n° 268/PRG/85 du 13 novembre 1985 portant création de la Commission Nationale des Bourses ;

Décrète :

Article 1 : Une bourse d'études en REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE est accordée aux étudiants dont les noms suivent, dans les conditions et spécialités ci-après, au titre de l'année universitaire 1987/1988 :

A/ - ETUDES SUPERIEURES :

- 1 - Albert Céoro Gbamou LAMAH, I.T.A.
- 2 - Mohamed KEITA, I.T.A.

B/ - ETUDES MOYENNES :

- 1 - Souleymane Diao BARRY, santé
- 2 - Kpakilè FELEMOU, "
- 3 - Djoumé DIALLO, "
- 4 - Djibril YOULA, "
- 5 - Mariama Yaciné DIALLO, "
- 6 - Ibrahima Sory TOURE, protection civile
- 7 - Aboubacar SAKO, "
- 8 - Mory TRAORE, hydraulique
- 9 - Mamadou Oury BARRY, imam
- 10 - Ousmane BANGOURA, "
- 11 - El hadj Ousmane YANSANE, "
- 12 - Aboubacar Mansour CAMARA, Imam
- 13 - Bokaré SYLLA, Imam.

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement algérien, tandis que ceux du transport (aller-retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 octobre 1987
Général Lansana CONTE

Titre : Décret n° 169/PRG/SGG/87 du 21 octobre 1987 (sans titre).

Le Président de la République,

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
Vu la proclamation de la 2ème République ;
Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;
Vu l'ordonnance n° 268/PRG/85 du 13 novembre 1985 portant création de la Commission Nationale des Bourses ;

Décrète :

Article 1 : Une bourse d'études post-universitaires à l'Université des sciences et techniques de Lille, en FRANCE, est accordée aux messieurs dont les noms suivent, dans les spécialités mathématiques et physique, au titre de l'année universitaires 1987/1988 :

- 1 - Momo BANGOURA
- 2 - Abdoulaye CAMARA
- 3 - Sory CAMARA.

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement français, tandis que ceux du transport (aller-retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 octobre 1987
Général Lansana CONTE

Décret n° 170/PRG/SGG/ 87 du 21 octobre 1987 (sans titre).

Le Président de la République ,
 Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
 Vu la proclamation de la 2ème République ;
 Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;
 Vu l'ordonnance n° 268/PRG/85 du 13 novembre 1985 portant création de la Commission Nationale des Bourses ;

Décrète :

Article 1 : Une bourse d'études post-universitaires en REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE est accordée aux cadres dont les noms suivent, au titre de l'année universitaire 1987/1988 :

- 1 - Almamy KEITA
- 2 - Aboubacar Mangué CAMARA
- 3 - Amara SOMPARE.

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement bulgare, tandis que ceux du transport (aller - retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 octobre 1987
 Général Lansana CONTE

Décret N° 171/PRG/SGG/ 87 du 21 octobre 1987 (sans titre).

Le Président de la République ,

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
 Vu la proclamation de la 2ème République ;
 Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;
 Vu l'ordonnance n° 268/PRG/85 du 13 novembre 1985 portant création de la Commission Nationale des Bourses ;

Décrète :

Article 1er : Une bourse d'études post-universitaires en UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES est accordée aux cadres dont les noms suivent, au titre de l'année universitaire 1987/1988 :

1 - Mamadou Yéro	BARRY
2 - Alpha Bady	BALDE
3 - Ansoumane	KEITA
4 - Sékou Lamine	FOFANA
5 - Toumany	CAMARA
6 - Nabi laye Moussa	SAKO
7 - Koly Prosper	GUILAVOGUI
8 - Momo	BANGOURA
9 - Ibrahima	BAH
10 - Mamadou Aliou	DIALLO
11 - Abdoulaye	BARRY
12 - Amadou Oury	BAH
13 - Thierno Séidy	BAH
14 - Alpha Amadou	BALDE
15 - Mamadou Diouldé	DIALLO
16 - Ousmane	SOUHAH
17 - Fodé Kader	KOUROUMA
18 - Aïcha	KALLO
19 - Mambi	KEITA
20 - Ibrahima	CISSE
21 - Sidy Mohamed	NAITE
22 - Lansana Bomba	CAMARA
23 - Ibrahima	TOURE
24 - Amirou	DIALLO
25 - Foromo Lister	HABA
26 - Daouda	SAMPOU

27 - Ahmadou	CAMARA
28 - Bakary	KABA
29 - Daouda	CAMARA
30 - Bangaly	KEITA
31 - Toumonsaga Eric	HABA
32 - Ibrahima	SOUHAH
33 - Ousmane	CAMARA
34 - Aboubacar	DABO
35 - Yamo Eric	KOUNDOUNO
36 - Sidiki	KEITA
37 - Mamadou	BARRY
38 - Ibrahima	CAMARA
39 - Ousmane Baba	CAMARA
40 - Alpha Oumar	DIALLO.

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement soviétique, tandis que ceux du transport (aller-retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 octobre 1987
 Général Lansana CONTE

Décret n° 172/PRG/SGG/87 du 21 octobre 1987 (sans titre).

Le Président de la République ,

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
 Vu la proclamation de la 2ème République ;
 Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;
 Vu l'ordonnance n° 268/PRG/85 du 13 novembre 1985 portant création de la Commission Nationale des Bourses ;

Décrète :

Article 1 : Une bourse d'études supérieures en archivistique en FRANCE est accordée à Monsieur SEYDOUBA CISSE, au titre de l'année universitaire 1987/1988.

Article 2 : Les frais d'études-et d'entretien sont à la charge du gouvernement français, tandis que ceux du transport (aller - retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 octobre 1987
 Général Lansana CONTE

Décret n° 173/PRG/SGG/87 du 21 octobre 1987 portant sur les clauses standardisées en matière de commerce international.

Le Président de la République ,

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
 Vu la proclamation de la 2è République ;
 Vu la déclaration de politique générale du CMRN en date du 22 décembre 1985 ;
 Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;
 Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;
 Vu le décret n° 023/PRG/86 du 17 avril 1986 fixant les attributions et l'organisation du Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'économie et des finances ;

Décrète :

Article 1 : Sauf convention contraire entre les parties, les termes définis dans les Incoterms, y compris les obligations respectives de l'acheteur et du vendeur qui y sont stipulées, ont la signification figurant dans lesdits Incoterms. "Incoterms", signifie les "Règles internationales pour l'interprétation des termes commerciaux", publiées par la Chambre de Commerce Internationale en 1980, y compris toutes modifications ultérieures.

Article 2 : La liste complète des Incoterms sous leur forme abrégée est annexée au présent décret.

Toutes modifications ultérieures seront communiquées par le Ministre chargé du commerce.

Article 3 : Les dispositions du présent décret et ses arrêtés d'application sont supplétives à la volonté des parties.

Elles s'appliquent aux contrats de vente d'importation et d'exportation.

Article 4 : Le Ministre chargé du commerce diffuse les obligations de l'acheteur et du vendeur dans chacun des cas visés à l'annexe 1 du présent décret.

Article 5 : Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Article 6 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 octobre 1987
Général Lansana CONTE

ANNEXE I :

INCOTERMS, EDITION 1980.

A L'USINE (EXW)

"A l'usine" (à la mine, ex magasin, en magasin...) signifie que l'unique responsabilité du vendeur est de mettre la marchandise à la disposition de l'acheteur à son établissement (c'est-à-dire à l'usine). En particulier, il n'est pas responsable du chargement de la marchandise sur le véhicule fourni par l'acheteur, sauf convention contraire. L'acheteur supporte tous les frais et risques inhérents au transport de la marchandise de ce point au lieu de destination. Ce terme représente ainsi l'obligation minimum pour le vendeur.

FRANCO TRANSPORTEUR (FRC)

(point désigné) :

Ce terme a été conçu pour répondre aux besoins du transport moderne, en particulier le transport "multimodal" tel que celui par conteneur ou le transport "roll on - roll off" (RORO) par remorques et barges. Il est basé pour l'essentiel sur le même principe que le terme FOB, à l'exception du fait que le vendeur remplit ses obligations lorsqu'il délivre la marchandise entre les mains du transporteur au point convenu.

S'il n'est pas possible de mentionner au point précis lors de la conclusion du contrat de vente, les parties devront se référer au lieu ou à la série de points où le transporteur devra prendre en charge la marchandise. Les risques d'avarie à la marchandise ou de sa perte sont transférés du vendeur à l'acheteur à ce moment et non plus lors du passage du bastingage du navire. Le "transporteur" désigne toute personne par laquelle ou au nom de laquelle a été conclu un contrat de transport par route, chemin de fer, air, mer ou une combinaison de modes de transport.

Lorsque le vendeur doit fournir un connaissance, un certificat d'expédition ou un récépissé du transporteur, il remplit dûment cette obligation en présentant un tel document émis par la personne ainsi définie.

FRANCO WAGON (FOR)

(point de départ convenu) :

FOR et FOT signifient "free on rail" et "free on truck". Ces termes sont synonymes car le mot "truck" se réfère aux wagons de chemin de fer. Ces termes ne doivent être utilisés que lorsque la marchandise doit être transportée par chemin de fer.

FOB AEROPORT (FOA) :

D'après ce terme, le vendeur remplit ses obligations en livrant la marchandise au transporteur aérien à l'aéroport de départ. Toutefois, il convient de noter que l'expression "FOB" qui signifie à proprement parler "franco bord" ne doit pas à propos du transport aérien, être prise au sens littéral, mais plutôt, comme indiquant que le mot suivant constitue le point où la responsabilité du vendeur doit prendre fin.

FRANCO LE LONG DU NAVIRE (FAS) :

(port d'embarquement convenu)

FAS signifie "franco le long du navire". D'après ce terme, les obligations du vendeur sont remplies lorsque la marchandise a été

placée le long du navire, sur le quai ou dans des allèges. Cela signifie que l'acheteur doit, à partir de ce moment, supporter tous les coûts et risques de perte ou de dommages aux marchandises. Il convient de noter que, à la différence de FOB, le présent terme exige de l'acheteur qu'il dédouane la marchandise en vue de son exportation.

FRANCO BORD (FOB)

(port d'embarquement convenu) :

FOB signifie "franco bord". La marchandise est placée à bord d'un navire par le vendeur au port d'embarquement désigné dans le contrat de vente. Le risque de perte ou de dommages aux marchandises est transféré du vendeur à l'acheteur lorsque la marchandise passe le bastingage du navire.

COÛT ET FRET (CFR)

(port de destination convenu) :

C & F signifie "coût et fret". Le vendeur doit supporter tous les frais nécessaires pour transporter la marchandise au lieu de destination désigné, mais le risque de perte ou de dommage aux marchandises, ainsi que de toute augmentation des frais, est transféré du vendeur à l'acheteur lorsque la marchandise passe le bastingage du navire au port d'embarquement.

COÛT, ASSURANCE, FRET (CIF)

(port de destination convenu) :

CAF signifie "coût, assurance, fret". Ce terme est identique à C & F mais, en outre, le vendeur doit fournir une assurance maritime contre le risque de perte ou de dommages aux marchandises au cours du transport. Le vendeur contracte avec l'assureur et paie la prime d'assurance. L'acheteur notera que dans le cadre du présent terme, à la différence du terme "fret, port payé, assurance comprise jusqu'à", le vendeur est uniquement tenu de couvrir l'assurance à des conditions minima (dites conditions FPA).

(La seule insertion dans le contrat des clauses "poids reconnu à l'arrivée," poids délivré au port d'arrivée" ou autres clauses générales n'a pas pour effet de modifier la nature de la vente CAF.)

FRET PORT PAYE JUSQU'A (DCP)

(point de destination convenu) :

De même que C & F, "Frêt Port payé jusqu'à..." signifie que le vendeur paie le fret pour le transport de la marchandise au lieu de destination convenu. Cependant les risques d'avarie à la marchandise ou de sa perte, ainsi que d'augmentation des coûts, sont transférés du vendeur à l'acheteur lorsque la marchandise est remise au premier transporteur et non pas lors du passage du bastingage du navire.

Ce terme peut être utilisé pour tous les modes de transport, y compris les opérations multimodales, le transport conteneurisé ou le trafic "roll on - roll off" (RORO) par remorques et barges. Lorsque le vendeur doit fournir un connaissance, un certificat d'expédition ou un récépissé du transporteur, il remplit dûment cette obligation en présentant un tel document émis par la personne avec laquelle il a conclu un contrat de transport pour la destination convenue.

FRET PORT PAYE ASSURANCE COMPRISE JUSQU'A (CIP)

(port de destination convenu) :

Ce terme est identique à "Frêt/Port payé jusqu'à ...", avec en plus, pour le vendeur, l'obligation de fournir une assurance transport contre les risques d'avarie à la marchandise ou de sa perte pendant le transport. Le vendeur conclut le contrat de transport et paie les primes d'assurance.

EX SHIP (EXS)

(port de destination convenu) :

"Ex ship" signifie que le vendeur met la marchandise à la disposition de l'acheteur à bord du navire, au lieu de destination désigné dans le contrat de vente. Le vendeur doit supporter tous les coûts et risques inhérents au transport de la marchandise jusqu'à ce point.

A QUAI (EXQ)

(Dédouané ... port convenu) :

"A quai" signifie que le vendeur met la marchandise à la disposition de l'acheteur sur le quai, au lieu de destination désigné dans le contrat de vente. Le vendeur doit supporter tous les coûts et risques inhérents au transport de la marchandise jusqu'à ce point.

Il existe deux types de contrat "à quai", à savoir quai "dédouané" et à quai "droits à la charge de l'acheteur" dans lequel la responsabilité de dédouaner la marchandise en vue de son importation incombe à l'acheteur et non au vendeur.

Il est recommandé aux parties de toujours utiliser le descriptif complet

charge de l'acheteur", car autrement, il pourrait y avoir une incertitude quant à la charge de la responsabilité de dédouaner la marchandise en vue de son importation.

Si les parties souhaitent que le vendeur dédouane la marchandise en vue de son importation, mais que certains des frais payables lors de l'importation de la marchandise soient exclus - tels que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et/ou d'autres taxes similaires - ceci doit être précisé par un libellé approprié (par exemple "à l'exclusion de la TVA et/ou de toute autre taxe.").

RENDU FRONTIERE (DAF)

(lieu de livraison convenu à la frontière):

"Rendu frontière" signifie que les obligations du vendeur sont remplies lorsque la marchandise est arrivée à la frontière - mais avant "la frontière douanière" du pays désigné dans le contrat de vente.

Ce terme est principalement conçu pour être utilisé lorsque la marchandise doit être transportée par chemin de fer ou par route, mais il peut être utilisé quel que soit le mode de transport.

RENDU DROITS ACQUITTES (DDP)

(lieu de destination convenu dans le pays d'importation):

Alors que le terme "à l'usine" implique une obligation minimum pour le vendeur, le terme "rendu droits acquittés", lorsqu'il est suivi par des mots désignant l'établissement de l'acheteur, dénote l'autre extrême (obligation maximum du vendeur). Le terme "rendu droits acquittés" peut être utilisé quel que soit le mode de transport.

Si les parties souhaitent que le vendeur dédouane la marchandise en vue de son importation, mais que certains des frais payables lors de l'importation de la marchandise soient exclus - tels que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et/ou d'autres taxes similaires - ceci doit être précisé en ajoutant un libellé approprié (par exemple "à l'exclusion de la TVA et/ou de toute autre taxe.")

Décret n° 174/PRG/SGG/87 du 21 octobre 1987

(sans titre).

Le Président de la République,

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
- Vu la proclamation de la 2ème République ;
- Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;
- Vu l'ordonnance n° 268/PRG/85 du 13 novembre 1985 portant création de la Commission Nationale des Bourses ;

Décrète :

Article 1 : Une bourse d'études post-universitaires en UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES est accordée aux cadres dont les noms suivent, au titre de l'année universitaire 1987/1988 :

1 - Bakary	KABA
2 - Sékou Yaya	CAMARA
3 - Fasou Marcel	LAMA
4 - Tamba Badié	MOUNDEKENO
5 - Bernard	MANSARE
6 - Sidiki	KOUROUMA
7 - Ibrahima	DOUMBOUYA
8 - Mamadou Rimouan	BAH
9 - Mamadou Boké	CAMARA
10 - Cheik Diem	MADY.

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement soviétique, tandis que ceux du transport (aller-retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 octobre 1987
Général Lansana CONTE

Décret n° 175/PRG/SGG/87 du 21 octobre 1987 (sans

titre)

Le Président de la République,

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
- Vu la proclamation de la 2ème République ;
- Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;
- Vu l'ordonnance n° 268/PRG/85 du 13 novembre 1985 portant création de la Commission Nationale des Bourses ;

Décrète :

Article 1er : Une bourse d'études supérieures en ITALIE est accordée aux étudiants dont les noms suivent, dans la spécialité aéronautique, au titre de l'année universitaire 1987/1988 :

- 1 - Mamadou Kennedy BAH
- 2 - Mohamed Tidiane DIALLO.

Article 2 : Les frais d'études, d'entretien et de transport (aller-retour) sont à la charge du gouvernement italien.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 octobre 1987
Général Lansana CONTE

Décret n° 176/PRG/SGG/87 du 21 octobre 1987 (sans

titre).

Le Président de la République,

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
- Vu la proclamation de la 2ème République ;
- Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;
- Vu l'ordonnance n° 268/PRG/85 du 13 novembre 1985 portant création de la Commission Nationale des Bourses ;

Décrète :

Article 1 : Une bourse d'études supérieures en REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE est accordée aux étudiants dont les noms suivent, au titre de l'année universitaire 1987/1988 :

- 1 - Algassimou BALDE
- 2 - André CAMARA.

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement algérien, tandis que ceux du transport (aller-retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 octobre 1987
Général Lansana CONTE

Décret n° 177/PRG/SGG/87 du 21 octobre 1987 portant autorisation aux aéronefs de l'Union Guinéenne des Transports à battre pavillon guinéen.

Le Président de la République,

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
- Vu la proclamation de la 2ème République ;
- Vu l'ordonnance n° 009/PRG du 18 avril 1984 prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;
- Vu l'ordonnance n° 321/PRG du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;

- Vu la déclaration de politique générale du C.M.R.N. en date du 22 décembre 1985 ;
 Vu le décret n° 005/PRG/86 fixant les attributions et l'organisation du Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'équipement et de l'urbanisme, chargé des transports ;
 Vu le contenu des statuts de l'Union Guinéenne des Transports;

Décrète :

Article 1er : La création et l'activité de la Société de Transport Aérien de Frères et Postes dénommée UNION GUINEENNE DES TRANSPORTS sont agréées.

Article 2 : L'immatriculation des aéronefs de cette société au registre guinéen est autorisée.

Article 3 : Les aéronefs de cette société sont autorisés à battre pavillon guinéen.

Article 4 : L'UNION GUINEENNE DES TRANSPORTS est autorisée à participer à l'exploitation des droits de trafic aérien internationaux de fret et de postes de la Guinée.

Article 5 : Le Secrétariat d'Etat aux transports est chargé de l'application du présent décret.

Article 6 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République .

Conakry, le 21 octobre 1987
 Général Lansana CONTE

ARRETES

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Arrêté n° 7992/MEF/CAB/87 du 1er octobre 1987 portant affectation de fonctionnaire .

Le Ministre de l'Economie et des Finances,

Arrête :

Article 1er : Monsieur Alpha YOULA, C.S.F.C de 2^e Classe 2^e Echelon, Indice 1129, précédemment en service à la direction générale des budgets (division de la comptabilité des matières et du matériel), est nommé comptable gestionnaire à la direction du projet F.N.U.A.P. du Secrétariat d'Etat aux affaires sociales.

Article 2 : L'intéressé aura droit à l'indemnité de responsabilité prévue par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent arrêté, qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'URBANISME

Arrêté N° 9043/MEU/SET/CAB/87 du 31 octobre 1987 portant agrément commercial .

Le Secrétaire d'Etat aux Transports ;

Arrête :

Article 1er : Sont agréées la création et l'activité de l'agence de voyages dénommée "GUINEAN SAUDI CHARTERS".

Article 2 : L'agence de voyages "GUINEAN SAUDI CHARTERS" a pour objet l'organisation et la facilitation des voyages OUMRA et PELERINAGE entre la République de Guinée et les Lieux Saints de l'ISLAM.

A cet effet son activité concerne :

- l'information des pèlerins ou l'offre de transport voyageurs ;
- la délivrance des titres de transports aux pèlerins ;
- la réservation de places dans les moyens de transports ;
- la réservation d'hôtel, de restaurant, de véhicules de location à destination du voyage ou au point de transit ;

- et d'une façon générale toute autre prestation ayant pour objet la facilitation du voyage ;

Article 3 : L'agence de voyages GUINEAN SAUDI CHARTERS est placée sous contrôle du Secrétariat d'Etat aux transports ;

Article 4 : Son siège social est fixé au Quartier DIXINN MOSQUEE, CONAKRY II, B.P. 3229.

Article 5 : Le présent agrément n'est valable que pour une exploitation par son titulaire ; il ne peut faire objet d'aucun acte translatif de propriété, vente ou autre transmission de droit de propriété qu'elle qu'en soit la nature. Il ne peut faire l'objet d'une location.

Article 6 : Cet agrément sera annulé dans un délai de six mois au cas où la société n'aurait apporté de preuves suffisantes de son début d'activité.

Article 7 : Toute extension ou modification importante de l'objet de l'agence doit être soumise à l'approbation du Secrétariat d'Etat aux transports.

Article 8 : La division des transports aériens est chargée de l'application du présent arrêté.

Article 9 : Le présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République de Guinée.

MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

Arrêté n° 8599/SGG/CAB/ du 16 octobre 1987, portant agrément au code des investissements.

Le Ministre ;

Arrête :

Article 1 : Le projet d'implantation et d'exploitation d'une fabrique de glaces alimentaires est agréé au bénéfice du code des investissements sous les régimes privilégiés des "petites et moyennes entreprises guinéennes" et des "entreprises valorisant les ressources naturelles et les matières premières locales" ainsi qu'à celui des "entreprises installées en zone 2".

A ce titre, le projet bénéficie :

a)- des avantages communs à tous les régimes privilégiés (article 16 du code) dont l'exonération, pendant la période de réalisation des investissements initiaux qui commence à la date de prise d'effet de l'agrément pour se terminer à la date de démarrage de l'activité agréée, et au plus tard, à l'expiration d'un délai de deux ans, des droits et taxes d'entrée, y compris taxes sur le chiffre d'affaires, perçus à l'importation en Guinée sur les biens d'équipement nécessaires à la mise en place de ces investissements ;

Toutefois, le projet sera possible d'une taxe d'enregistrement à la douane au taux de 0,5% sur la valeur FOB des biens d'équipement susvisés dont la liste complète est annexée au présent arrêté (non publiée au J.O.);

b)- des avantages particuliers liés au régime privilégié des petites et moyennes entreprises guinéennes (article 17 du code);

c)- des avantages particuliers liés au régime privilégié des entreprises valorisant les ressources naturelles et les matières premières locales (article 19 du code);

d)- des avantages particuliers liés au régime des entreprises établies dans la zone 2 (article 20 du code).

Article 2 : En contrepartie de cet agrément, le promoteur s'engage :

- à réaliser le projet de fabrique de glaces alimentaires pour un coût total de 75.473.800 F.G. financé comme suit :

- fonds propres du promoteur: 15.094.960 F.G.,

- emprunts : : 60.378.840 F.G.

- à créer au départ un volume d'emplois permanents pour huit travailleurs, tous guinéens.

- à se conformer aux dispositions portant obligations des entreprises agréées (article 26 du code) pendant la durée du régime privilégié sous lequel la fabrique est placée ;

- à faire preuve sous peine de nullité du présent arrêté, d'un démarrage effectif de ses activités dans un délai maximum de six mois.

Article 3 : Le siège social de la fabrique de glaces alimentaires est fixé à Kankan. BP. 235, République de Guinée.

Article 4 : Le présent arrêté, qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

IMPRIMA CONAKRY.